



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

solidarités, santé et famille : personnel

Question écrite n° 60068

Texte de la question

M. Olivier Jardé souhaite attirer l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur le statut des médecins inspecteurs de santé publique. Lors de la discussion du projet de loi relatif à la santé publique, le ministre avait assuré que ce statut serait modifié afin d'être intégré au corps des praticiens hospitaliers et des praticiens de santé publique. Il souhaitait notamment se concerter avec le ministre de la fonction publique, et proposer un texte permettant cette modification législative. Aussi, il souhaiterait savoir si sa volonté de réforme est toujours d'actualité. Il aimerait notamment connaître la forme et les délais qui pourraient être nécessaires afin de mettre en oeuvre cette réforme.

Texte de la réponse

Les services du ministère chargé de la santé mettent actuellement au point les mesures à prendre pour améliorer la mobilité entre les corps des médecins et pharmaciens inspecteurs de santé publique (MISP-PHISP) et celui des praticiens hospitaliers (PH). Le ministre de la santé a fait savoir aux syndicats des MISP et des PHISP l'attention favorable qu'il porte au dossier. Un travail de concertation, déjà engagé, va être poursuivi avec les acteurs concernés. Le ministre rappelle enfin que pour faire face aux difficultés de recrutement des médecins inspecteurs de santé publique des mesures ont déjà été prises ces dernières années pour renforcer l'attractivité du corps. Ainsi, une réforme statutaire adoptée en 2000 a permis d'améliorer et de revaloriser le déroulement de carrière de ces agents.

Données clés

Auteur : [M. Olivier Jardé](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 60068

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 14 juin 2005

Question publiée le : 15 mars 2005, page 2678

Réponse publiée le : 21 juin 2005, page 6306